



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

29 août 2016

Les événements du week-end dernier constituent les principales informations véhiculées dans la presse locale. Ainsi, la manifestation organisée par le Mouvement Mitsangana Ry Malagasy (M-MRM), samedi dernier, a retenu l'attention des journaux. Et pour cause, elle a drainé une foule plus importante que lors de la première apparition du mouvement. Les affrontements entre les employés de la Commune Urbaine d'Antananarivo et les marchands ambulants commencent également à peser sur l'actualité.

Politique interne

MOUVEMENT MITSANGANA RY MALAGASY : ELECTION PRESIDENTIELLE ANTICIPEE EN LIGNE DE MIRE

Le Mouvement Mitsangana Ry Malagasy qui s'est réunie samedi dernier à Andrefanambohijanahary, réclame la démission du Président de la République, afin d'organiser une élection présidentielle avant l'heure. Les ténors du M-MRM ont, aussi, concédé qu'une période de Transition serait nécessaire après la démission du Chef de l'État, pour organiser l'élection. « Ce sera une Transition très courte », affirme Sylvain Rabetsaroana, ancien candidat à la présidentielle. Si la quarantaine de partisans de ce mouvement s'accorde sur le résultat attendu, elle est plus divisée sur les moyens d'y parvenir. En effet, Alban Rakotoarisoa, président du parti APM, a plaidé pour que le mouvement présente un candidat unique à la présidentielle anticipée. Omer Beriziky, ancien Premier ministre a, cependant, déclaré que les personnalités et entités membres ont leurs propres objectifs politiques et ne peuvent être univoques sur tout. En outre, à la question de savoir comment sera gérée la Transition après la « démission du Président de la République », le député Houssen Abdallah, a invoqué l'article 52 de la Constitution, qui prévoit que ce sera au président du Sénat d'assurer la fonction de Chef de l'État. Mais Omer Beriziky lui, parle d'un accord politique sur la gestion de cette Transition. (L'Express de Madagascar, p. 3)

- **Midi Madagasikara (p. 3)** partage la même remarque selon laquelle les avis des membres du M-MRM divergent sur l'après-Rajaonarimampianina. Si certains optent pour l'organisation d'une assise nationale en vue de la mise en place d'une nouvelle Transition ; d'autres insistent sur le respect des dispositions constitutionnelles qui prévoient le transfert des pleins pouvoirs au président du Sénat. Une guerre de leadership entre les leaders de ce mouvement n'est pas à écarter.
- *Le mouvement a pris de l'ampleur, estime Les Nouvelles (p. 3). En effet, le meeting a dû être organisé en plein air, vu le nombre important de personnes qui ont répondu à l'appel. La salle de meeting n'a pas pu les contenir.*
- *Par rapport à l'affluence lors de la première apparition du M-MRM, celle de samedi a été encore plus impressionnante. Signe que la moutarde monte au nez de la population par rapport aux agissements du régime actuel. (La Vérité, p. 3)*
- *Trois manifestations annoncées pour samedi matin, sur l'Avenue de l'indépendance, n'ont finalement pas eu lieu. La plus attendue était celle de la communauté française. Elle était centrée sur l'assassinat récent de deux jeunes Français sur l'île de Sainte-Marie. La seconde marche devait être celle de l'AFP ou Appel pour le salut de la*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Nation, qui a prévu de manifester tous les samedis dans le centre-ville. Visiblement, l'appel a été peu suivi. La troisième manifestation devait concerner le Festisôva qui devait se tenir à l'Hôtel de Ville samedi dernier. (La Gazette de la Grande Île, p. 3)

- *La manifestation du M-MRM a pu se tenir, malgré les efforts du pouvoir en place pour la faire capoter. Interdit d'accès au Gymnase couvert de Mahamasina, les leaders du M-MRM ont choisi finalement de déplacer le mouvement dans l'enceinte privée d'Andrefanambohijanahary. L'Observateur (p. 3) informe également que le festival a été annulé pour prévenir la possibilité d'une descente du M-MRM dans les rues d'Analakely.*
- *L'élection présidentielle anticipée tant aspirée par le M-MRM ne sera pas organisée par les organes électoraux malgaches. L'ancien Premier ministre Beriziky a expliqué que le M-MRM ne fait plus confiance ni à la Haute Cour Constitutionnelle, ni au ministère de l'Intérieur, ni à la Commission Electorale Nationale Indépendante. Ce mouvement souhaite que l'organisation d'une éventuelle élection anticipée soit confiée à la Communauté internationale. (Madagascar-Laza, p. 2)*

PREPARATIFS ELECTORAUX DE 2018 : DEBUT DES ATELIERS DE FORMATION

Dans le cadre des préparatifs des élections de 2018, le gouvernement malgache bénéficie de séances de renforcement de capacités multi-acteurs, à partir de ce jour. Et ce, en collaboration avec le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, le PNUD et l'Union africaine. Sont ainsi concernés, les acteurs politiques, civils mais également religieux. La Feuille de route proposée par la Communauté de Développement des Etats d'Afrique Australe (SADC) en 2011 et signée par différents acteurs malgaches sera également soulevée. (Les Nouvelles, p. 2)

- *Le programme de renforcement de capacité se réfère aux éléments qui apparaissent dans la Feuille de route. Il a pour objectif de rétablir la confiance mutuelle entre acteurs politiques participant au processus électoral, et de leur permettre de jouer pleinement leurs rôles. (La Gazette de la Grande Île, p. 6)*
- *En tout cas, revoilà la Feuille de route qui se trouve au centre des préoccupations du monde politique. Et bien sûr, sa renaissance ne pourra que coïncider avec le passage au pays de Joaquim Chissano, envoyé spécial de la SADC, la semaine dernière. A deux ans des élections présidentielles, la SADC revient petit à petit dans le paysage et à travers ce programme, on va essayer d'inculquer aux partis politiques et aux futurs candidats, les bonnes manières. (Madagascar Matin, p. 2)*

Economie et société

ANALAKELY : LES MARCHANDS DE RUE DEGAGES AVEC FORCE

Les marchands des rues d'Analakely ont été surpris par l'intervention de la Commune Urbaine d'Antananarivo, hier. Tôt dans la matinée, les agents de la police municipale et ceux du marché n'ont pas relâché leur action d'assainissement des rues d'Analakely. Et pour le coup, ils ont reçu l'appui des forces de l'ordre. Ils étaient accompagnés des agents de l'Etat-Major Mixte Opérationnel de la Région ou Emmoreg, de l'Emmo-Sécurité et de l'Unité d'intervention rapide. Un renforcement qui a été mal vu par les marchands. Des

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



échauffourées ont éclaté entre les employés de la CUA et ces marchands. 3 personnes ont été arrêtées au cours de cet affrontement. Les marchands ont déploré la manière dont les gros bras de la CUA opèrent. Ils n'auraient pas ménagé les vendeurs de légumes et auraient piétiné leurs marchandises. Les marchands ont répliqué à coups de jets de pierre et renversé un bac à ordures ainsi que son contenu sur la chaussée. Le calme est revenu au bout d'une demi-heure. (L'Express de Madagascar, p. 8 ; Midi Madagasikara, p. 7)

- Des employés de la CUA ont prélevé des redevances de tickets auprès des commerçants qui étalent leurs marchandises sur les trottoirs de la ville et ce, sans l'accord de leurs responsables. Questionné sur cette affaire, le Deuxième adjoint au Maire, Julien Andriamorasata a promis d'évincer et de remplacer les employés concernés. Ces faits ont rendu difficile le travail d'assainissement réalisé par la CUA, a-t-il déclaré. (Madagascar-Laza, p. 2)
- **Les Nouvelles (p. 5)** semble donner tort à la CUA dans sa démarche, qualifiant l'assainissement de « brutal », « radical », « à sens unique » et de « démonstration de force ». Une remise en question du caractère illicite des installations érigées par les marchands apparaît également dans l'article, lorsque le journaliste met le terme « illicite » entre guillemets. Le journaliste se veut également alarmiste, en déclarant que l'opération prendra de plus en plus d'ampleur à partir de ce jour.
- De son côté, **L'Observateur (p. 7)** a décrit la situation à Analakely, tout en donnant la parole à la CUA. Il en ressort qu'en vertu de la loi 2014-020, l'assainissement de la ville figure parmi les attributions du Maire. Pour y parvenir, la CUA est en droit de recourir au soutien des forces de l'ordre, a indiqué un responsable. Et si ce seraient ces marchands qui allaient déclencher l'explosion sociale ?, s'interroge le journaliste, lequel semble alarmiste dans son analyse des faits.
- L'Intifada a commencé à Analakely, titre d'emblée **Madagascar Matin (p. 11)**. Le quotidien évoque les faits de manière alarmiste, en comparant les événements avec « l'Intifada, marquée par une inégalité des forces entre les Palestiniens qui ont recours aux jets de pierre, et les Israéliens qui utilisent des tanks et des fusils en guise de repréailles ». Le traitement de l'information semble partial, dans la mesure où il est écrit que « les responsables de la CUA ont les oreilles bouchées ».

Communauté internationale

FAO : JOSE GRAZIANO DA SILVA A MADAGASCAR

Dans le cadre d'une tournée dans l'Océan Indien, le numéro un de la FAO a débarqué dans la Grande île, hier. Une visite officielle « pour identifier les défis à relever et les besoins de Madagascar pour atteindre l'objectif de la faim zéro », a confié Rivo Rakotovao, ministre auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Elevage. La visite de Jose Graziano Da Silva cadre également avec le Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN), qui prévoit, notamment, de faire de Madagascar le grenier de l'Océan Indien. Ce dernier projet comprend cinq éléments clés : promouvoir la sécurité alimentaire et une alimentation saine, assurer la gestion durable des ressources naturelles, renforcer la résilience aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles; promouvoir le commerce et l'accès aux marchés, et améliorer les partenariats et la coopération internationale. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Madagascar-Laza, p. 2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Femmes

Midi Madagasikara (p. 2) zoome sur « Les quatre femmes clés du régime HVM » dans sa grande Une de l'édition du jour. Parmi ces femmes qui figurent dans l'entourage du Chef de l'Etat se trouve la Première Dame Voahangy Rajaonarimampianina, considérée comme une « Plus-que-Première Dame ». Les détracteurs du régime reprochent parfois à Voahangy Rajaonarimampianina de s'ingérer dans les fonctions présidentielles. C'était le cas notamment lors de la nomination du Premier ministre Mahafaly Olivier Solonandrasana, dans la mesure où la Première Dame a été accusée d'avoir imposé sa décision. L'actuelle Directeure de cabinet par intérim de la Présidence de la République et non moins Conseillère spéciale du Président, Herisoa Razafindrakoto figure aussi parmi les femmes de confiance du Président. D'ailleurs, le Chef de l'Etat l'a également nommée au poste de Présidente du Conseil d'Administration de la Société du port de gestion autonome de Toamasina. Pour leur part, les Conseillères spéciales auprès de la Présidence, Nicole Andrianarivoson et Claudine Razaimamonjy, malgré les attaques lancées à leur encontre, font également partie du lot. A chaque déplacement présidentiel, elles se trouvent toujours aux côtés du numéro Un d'Iavoloha. La réalisation de grands projets de construction dans le cadre de l'accueil du Sommet de la Francophonie a été confiée à ces deux femmes, explique le journal.

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p. 6

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

